

RETOUR SUR LES SIX PREMIERS MOIS DE MANDAT

EDITO

La responsabilité de la nouvelle majorité est immense, notamment sur le lien de confiance à renouer entre les citoyens et leurs représentants. Comme je m'y étais engagée, je souhaite vous rendre compte régulièrement de mon action. C'est l'objet de cette deuxième lettre, après celle qui vous a été adressée à la rentrée 2017. Comme je l'ai fait lors de ma première réunion de compte rendu de mandat le 12 décembre dernier, je tiens à vous préciser la nature de mon travail à l'Assemblée comme en circonscription. J'ai tâché en effet de trouver un équilibre entre ces deux dimensions de ma fonction de députée : voter la loi et contrôler les politiques publiques d'une part, traiter les dossiers de proximité et dialoguer avec vous d'autre part.

Ce travail s'inscrit dans une démarche collective initiée par le Président de la République. Je la résumerai ainsi : rompre avec

les dogmes dans l'intérêt du pays, remettre la société en mouvement pour que chacun y trouve sa place.

Diminuer le nombre d'élèves par classe dans les quartiers où les enfants en ont le plus besoin, orienter l'épargne vers l'économie productive, mettre l'intelligence collective au cœur de notre droit du travail, imposer la transparence et la traçabilité aux parlementaires pour leurs frais de mandat, redonner du pouvoir d'achat aux Français et valoriser les revenus du travail, faire de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause du quinquennat, autant de mesures qui permettront de transformer rapidement et en profondeur notre société.

Voilà le travail déjà engagé depuis six mois ! Je mettrai toute mon énergie à le poursuivre dans l'année qui vient.

J'en profite pour souhaiter à chacune et chacun d'entre vous santé et joie pour 2018 et je formule le vœu que notre pays poursuive sur le chemin de la confiance retrouvée.

Six mois se sont écoulés depuis les élections législatives. Six mois particulièrement intenses, six mois de profonde transformation, six mois utiles aux Français. Tout au long de ce semestre, nous avons eu l'occasion d'échanger à de nombreuses reprises, du Carreau du Temple au Café Fluctuat, en passant par la Grange aux Belles avec le président de la République, lors du lancement de la campagne hivernale des Restos du Cœur. Ces échanges sont pour moi précieux



BENJAMIN GRIVEAUX
Secrétaire d'État
auprès du Premier ministre,
porte-parole
du Gouvernement

et je tiens à ce qu'ils se poursuivent. Mon rôle est désormais de porter la parole du Gouvernement mais aussi de récolter la parole des Français. Vous entendre, pour mieux expliquer. En 2018, je continuerai donc à venir à votre rencontre aussi souvent que possible, pour solliciter vos idées et comprendre, aussi, vos incompréhensions. Vos mots sont notre meilleure boussole. Je vous souhaite une excellente année 2018 et qu'elle soit faite de bonheur, de santé et de réussite.



crédit photo : Alys Thomas

ENGAGEMENTS PRIS : MESURES VOTÉES

- ✓ Budget du pouvoir d'achat :
 - Suppression de la taxe d'habitation pour 80% des Français
 - Relèvement des minimas sociaux
 - Augmentation de la prime d'activité
 - Allègement de cotisations salariales
- ✓ Grand plan d'investissement de 57 milliards d'euros
- ✓ Suppression du RSI : alignement sur le régime général
- ✓ Réforme du dialogue social : capacité de négociation accrue dans les TPE-PME, et facilitée dans les plus grandes entreprises
- ✓ Sortie de l'état d'urgence et mise en place de mesures pérennes pour lutter contre le terrorisme
- ✓ Suppression des emplois familiaux pour les parlementaires et les ministres
- ✓ Suppression de la réserve parlementaire
- ✓ Fin de l'exploitation des hydrocarbures
- ✓ Suppression du tirage au sort pour les admissions post-bac

MEMBRE DE LA COMMISSION DES LOIS

QU'EST-CE QU'UNE COMMISSION ?

Chaque député siège au sein d'une commission permanente, organe de travail essentiel à l'Assemblée nationale. Ils y auditionnent des personnalités qualifiées pour préparer les textes. Tout projet de loi (initié par le gouvernement) et toute proposition de loi (initiée par le Parlement) sont en effet d'abord examinés et amendés en commission et c'est ce texte amélioré qui est étudié dans l'hémicycle en séance publique par l'ensemble des députés.

Au sein de la commission, les députés effectuent également leurs missions de contrôle du gouvernement et d'évaluation des politiques publiques.

Au sein de la commission des lois sont examinés les textes ayant trait à la sécurité, la justice, les libertés publiques, la fonction publique, l'organisation judiciaire, l'administration générale et territoriale de l'État et les collectivités territoriales.

UN APERÇU DE L'ACTIVITÉ DE CETTE COMMISSION DEPUIS JUIN 2017

8 COMMISSIONS PERMANENTES



Affaires étrangères



Défense nationale et forces armées



Développement durable et aménagement du territoire



Affaires culturelles et éducation



Affaires sociales



Affaires économiques



Finances



Lois

Principaux textes votés :

- ✓ Lois pour la confiance dans la vie politique
- ✓ Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme

Visites de terrain :

- ✓ Visite du centre pénitentiaire de Fresnes
- ✓ Visite du nouveau Tribunal de Grande Instance de Paris qui ouvrira en 2018 aux Batignolles

A venir en 2018 :

- ✓ Loi asile intégration
- ✓ Chantiers de la justice
- ✓ Réforme constitutionnelle



PRÉSIDENTE DU GROUPE D'AMITIÉ FRANCE-ISRAËL

Plus de 160 groupes d'amitié existent à l'Assemblée : ils regroupent des députés et ont pour vocation première de tisser des liens entre parlementaires français et étrangers et, plus généralement avec les acteurs de la vie économique, sociale et culturelle. À la tête de ce groupe, j'ai à cœur de déconstruire les préjugés sur Israël.



MEMBRE DE LA MISSION D'INFORMATION SUR L'AVENIR INSTITUTIONNEL DE LA NOUVELLE CALÉDONIE

Nous contribuons à préparer la tenue du référendum d'autodétermination prévu par la Constitution et qui aura lieu en 2018.



MEMBRE DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN SEINE-SAINT-DENIS

Nous concentrons notre évaluation sur les politiques d'éducation, de sécurité et de justice.



MEMBRE DU GROUPE DE TRAVAIL TRANSPARTISAN «VERBALISATION DU HARCÈLEMENT DE RUE»

Missionnés par Marlène Schiappa, Secrétaire d'Etat à l'égalité entre les femmes et les hommes, avec quatre députés de différents groupes politiques, nous avons mené une vingtaine d'auditions et rédigé un rapport pour proposer la définition d'une nouvelle infraction, l'outrage sexiste dans l'espace public, des possibilités de la verbaliser et de la sanctionner ainsi que des actions de prévention et de sensibilisation. Ce rapport doit nourrir le projet de loi qui s'inscrira dans la grande cause du quinquennat pour l'égalité entre les femmes et les hommes et dont le premier volet est la lutte contre les violences faites aux femmes.

Très impliquée sur le sujet de l'immigration, de l'asile, de l'intégration, je suis membre parlementaire du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

J'ai été porte-parole du groupe LaREM pour le budget "immigration, asile, intégration" :

“ Fidèle à sa tradition humaniste d'accueil et d'asile, la France doit protéger tous ceux qui fuient les guerres et les persécutions. Petite-fille de réfugiés politiques, je mesure tout particulièrement combien cette tradition honore et enrichit notre pays. Toutefois, la clairvoyance et la lucidité interdisent à la France d'accueillir toutes les migrations économiques. Tel est le ressort de l'action du Gouvernement et de notre majorité : appréhender la complexité du monde et assumer la complexité des

solutions à y apporter. Ce budget, traduit parfaitement cette double exigence d'humanisme et de fermeté. Députée d'une circonscription où se multiplient depuis plusieurs années les campements de migrants, où les mises à l'abri se succèdent et où le système de premier accueil connaît toujours des dysfonctionnements, je sais combien une refonte de

Extrait du discours à la tribune de l'Assemblée le 8 novembre 2017

notre politique d'asile est indispensable. (...) Je tiens à saluer les nombreux bénévoles, les membres des associations et les agents de l'OFPRA que j'ai rencontrés au cours des dernières semaines. Ils travaillent quotidiennement pour faire en sorte que l'humain demeure la priorité d'une politique qui ne doit pas et ne peut pas se résumer à des chiffres. (...) Toutefois, notre politique d'asile mérite d'être repensée. ”



ÊTRE DÉPUTÉE EN CIRCONSCRIPTION C'EST NOTAMMENT :

- Rencontrer
 - des particuliers
 - des associations comme l'ARQAM, VGNE, l'ASC4F, le CRLIO, FIT une femme un toit, la FNACA, Quartier partagé, l'OSE, l'UCARP
 - des collectifs d'habitants tels que les riverains de la SCMR, de la PADA, de la Place Raoul Follereau, de la Grange aux Belles
 - des entreprises et commerçants
- Faire des visites de terrain (Centre d'hébergement d'urgence de l'Armée du Salut, Centre de Santé Richerand, 3^e café)
- Inviter des classes de la circonscription à visiter l'Assemblée nationale
- Faire le lien avec les institutions locales (les commissaires des 3^e et 10^e, les Préfets, Pôle-emploi...)



NOTRE CIRCONSCRIPTION AU CŒUR DE DEUX ENJEUX ESSENTIELS : LA SOLIDARITÉ ET LA SÉCURITÉ



Aux côtés d'Emmanuel Macron, de Benjamin Griveaux, d'Agnès Buzyn et de Stéphane Travert dans le quartier de la Grange aux Belles dans le 10^e pour le lancement de la campagne hivernale des Restos du Cœur



Avec Edouard Philippe, Gérard Collomb et Elisabeth Borne à la Gare du Nord pour évoquer la sécurité dans les transports

VENEZ DÉCOUVRIR L'ASSEMBLÉE NATIONALE !

J'organise une deuxième
visite du Palais Bourbon pour
cinquante habitants des 3^e et 10^e
arrondissements
le samedi 10 mars 2018 à 9h40.

Pour vous inscrire :
elise.fajgeles@assemblee-nationale.fr
01.40.63.94.06



AUX CÔTÉS DU TISSU ASSOCIATIF PARTICULIÈREMENT ACTIF DANS NOS ARRONDISSEMENTS

Depuis le mois de septembre, je rencontre de nombreuses associations de la circonscription qui me font part de leur inquiétude concernant la diminution du nombre de contrats aidés. Je me sens particulièrement concernée par ce sujet tant je connais le rôle essentiel des associations de nos arrondissements dans les domaines de l'intégration des personnes en situation de migration et de l'insertion des personnes en situation de précarité. Il ne s'agit pas de supprimer les contrats aidés, mais bien d'en optimiser l'efficacité, en les ciblant davantage. D'ailleurs, 200 000 emplois aidés sont maintenus en 2018.

Toutefois le Gouvernement a l'ambition de s'attaquer aux fractures au sein du monde du travail en substituant progressivement des formations qualifiantes aux contrats aidés afin de permettre une insertion professionnelle durable pour les personnes concernées. Au printemps prochain, la majorité engagera une transformation sans précédent de notre système de formation professionnelle et d'apprentissage. En parallèle, interviendra une baisse importante des charges qui permettra aux associations de respirer financièrement et d'embaucher de façon pérenne. Des fonds spéciaux de soutien aux associations ont également été votés dans le budget 2018. Mais en attendant que ce nouveau « modèle » se mette en place, je travaille en lien étroit avec les services de l'Etat, afin que le périmètre des associations pouvant bénéficier de contrats aidés demeure juste et pertinent.



Zoom sur ... Les locations de meublés touristiques de courte durée

L'hypercentre de Paris connaît depuis plusieurs années une forte augmentation du nombre d'appartements dédiés aux locations meublées de courte durée. L'économie collaborative et l'innovation doivent contribuer à l'essor touristique de Paris mais cela ne peut se faire aux dépens de la qualité de vie des Parisiens, du secteur hôtelier traditionnel ou encore de la justice fiscale. Le logement n'est pas un secteur de l'économie comme les autres, il fait partie des besoins fondamentaux de l'Homme, et il est essentiel de trouver une harmonie entre liberté économique et protection des équilibres sociaux. Dans une approche pragmatique, avec mes collègues Pacôme Rupin et Sylvain Maillard, nous sommes donc très attentifs à ce que les règles en vigueur soient respectées de tous et permettent cette nécessaire régulation.

PERMANENCE

Je vous reçois sur rendez-vous les
lundi et vendredi
Pour prendre rendez-vous :
elise.fajgeles@assemblee-nationale.fr
01.40.63.94.06



DE NOMBREUSES RENCONTRES CITOYENNES

- ✓ le 11 juillet sur la confiance entre les politiques et les citoyens dans le 3^e
- ✓ le 9 octobre sur le thème du harcèlement de rue dans le 10^e
- ✓ le 19 octobre sur les réformes de l'Assemblée nationale dans le 3^e
- ✓ le 12 décembre lors de mon compte-rendu de mandat dans le 10^e